



## Assemblée générale

PROVISOIRE

A/45/PV.80

5 septembre 1991

FRANCAIS

Quarante-cinquième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 80e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mardi 27 août 1991, à 15 heures

Président :

M. SARDENBERG  
(Vice-Président)

(Brésil)

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies [125] (suite)

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : note du Secrétaire général demandant la réouverture de l'examen du point 17 a) de l'ordre du jour (Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) [8] (suite)

Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola : rapport de la Cinquième Commission [131] (suite)

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

91-64246

0148L (F)

En l'absence du Président, M. Sardenberg (Brésil), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 40.

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ARTICLE 19 DE LA CHARTE) (A/45/1004/Add.3)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord attirer l'attention de l'Assemblée sur le document A/45/1004/Add.3, qui contient le texte d'une lettre que m'a adressée le Secrétaire général, par laquelle il m'informe que, comme suite à ses lettres des 29 avril, 13 mai et 31 mai 1991, le Tchad a effectué les versements nécessaires pour ramener le montant de ses arriérés en deçà du seuil visé à l'Article 19 de la Charte.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note de cette information?

Il en est ainsi décidé.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX : NOTE DU SECRETAIRE GENERAL DEMANDANT LA REOUVERTURE DE L'EXAMEN DU POINT 17 a) DE L'ORDRE DU JOUR (NOMINATION DE MEMBRES DU COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES) (A/45/101/Add.2)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : J'attire l'attention des membres sur le paragraphe 1 de la note du Secrétaire général contenue dans le document A/45/101/Add.2, qui se lit comme suit :

"Le Secrétaire général a reçu notification de la démission de M. John Fox (Etats-Unis d'Amérique) et de M. Ulrich Kalbitzer (Allemagne), qui étaient membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. En conséquence, l'Assemblée générale devra, à la présente session, nommer deux personnes pour le mandat restant à courir de M. Fox et de M. Kalbitzer, à savoir jusqu'au 31 décembre 1993 et jusqu'au 31 décembre 1992, respectivement."

Dans ces conditions, et pour permettre à l'Assemblée générale de prendre les mesures nécessaires, il conviendra de reprendre l'examen du point 17 a) de l'ordre du jour intitulé "Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires".

**Le Président**

Puis-je considérer par conséquent que l'Assemblée n'a pas d'objection à la reprise de l'examen du point 17 a) de l'ordre du jour, en vue de nommer deux membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Comme les membres le savent, ce point de l'ordre du jour est habituellement renvoyé à la Cinquième Commission. Compte tenu des contraintes de temps, puis-je considérer que les membres acceptent que l'on procède à ces nominations directement en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : J'attire de nouveau l'attention des membres sur le paragraphe 2 de la note du Secrétaire général qui se lit comme suit :

"Les Gouvernements de l'Allemagne et des Etats-Unis d'Amérique ont désigné respectivement M. Wolfgang Muench et Mme Linda S. Shenwick pour pourvoir les sièges en question."

Je propose donc que l'Assemblée procède immédiatement aux nominations des membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Comme il n'y a pas d'objection, nous procéderons en conséquence.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite nommer M. Muench et Mme Shenwick membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour un mandat commençant le 27 août 1991 et expirant, respectivement, le 31 décembre 1992 et le 31 décembre 1993?

Il en est ainsi décidé.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée a ainsi achevé l'examen du point 17 a) de son ordre du jour.

**POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)**

**FINANCEMENT DE LA MISSION DE VERIFICATION DES NATIONS UNIES EN ANGOLA :  
RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (A/45/882/A44.1)**

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au Rapporteur de la Cinquième Commission, M. Shamel Elsayed Nasser, de l'Egypte, qui va présenter le rapport de la Cinquième Commission.

M. NASSER (Egypte), Rapporteur de la Cinquième Commission (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur, à nouveau, de présenter à l'Assemblée générale le rapport de la Cinquième Commission sur le point 131 de l'ordre du jour, intitulé "Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola", qui est publié sous la cote A/45/882/Add.1.

Comme indiqué au paragraphe 2 de ce document, la Commission a examiné le point 131 de l'ordre du jour à ses 65e et 66e séances, les 12 et 13 août 1991. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (A/45/1028) et du rapport établi par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à ce sujet (A/45/1043). A la 66e séance, le Président de la Commission a soumis aux membres le texte du projet de résolution figurant au paragraphe 7 du rapport dont l'Assemblée est saisie.

Le projet de résolution en question est présenté de la même manière que les autres projets de résolution relatifs au financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Je n'en soulignerai donc que certains aspects.

Au paragraphe 3 du dispositif, l'Assemblée générale déciderait de continuer à utiliser le Compte spécial créé pour financer le fonctionnement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola en vertu de sa résolution 43/231 du 16 février 1989, pour le financement des opérations de l'UNAVEM II à compter du 1er juin 1991.

M. Nasser

Au paragraphe 4, l'Assemblée déciderait également d'ouvrir pour inscription au Compte spécial un crédit d'un montant brut de 49 467 000 dollars, comprenant la somme de 10 millions de dollars autorisée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) en vertu de la résolution 44/203, du 21 décembre 1989, de l'Assemblée générale pour les opérations de la Mission de vérification pour la période allant du 1er juin au 31 décembre 1991.

Au paragraphe 5, l'Assemblée déciderait en outre, à titre d'arrangement spécial, de répartir le montant brut de 49 467 000 dollars pour la période susmentionnée entre les Etats Membres, conformément à la composition des groupes énoncée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle que modifiée par sa résolution 44/192 B du 21 décembre 1989, et compte tenu du barème des quotes-parts pour les années 1989, 1990 et 1991.

Au paragraphe 7, l'Assemblée déciderait en outre, après avoir examiné sa décision figurant au paragraphe 3 de la résolution 45/246 du 21 décembre 1990, à la lumière des paragraphes 10 et 23 du rapport du Comité consultatif, de déduire des montants répartis entre les Etats Membres, en application du paragraphe 5 de la présente résolution, leurs parts respectives du solde créditeur de 1 421 658 dollars en montant brut pour la période du 3 janvier 1989 au 31 mai 1991 inclus.

Tels sont les aspects sur lesquels je voulais appeler l'attention des membres. La Cinquième Commission a adopté ce projet de résolution sans vote.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Rapporteur de la Cinquième Commission. Si aucune proposition n'est présentée au titre de l'article 66 du règlement intérieur, puis-je considérer que l'Assemblée générale décide de ne pas discuter le rapport de la Cinquième Commission dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les déclarations seront par conséquent limitées aux explications de vote. Les positions des délégations relatives à la recommandation de la Cinquième Commission ont été présentées clairement au Comité et sont reflétées dans les comptes rendus pertinents.

Le Président

Puis-je rappeler aux membres qu'en vertu du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée générale est convenue que :

"Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission."

Je voudrais rappeler aux délégations que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes, et doivent être faites par les délégations de leurs sièges.

Avant de nous prononcer sur la recommandation contenue dans le rapport de la Cinquième Commission, je voudrais informer les représentants que nous allons procéder de la même manière qu'en Cinquième Commission pour prendre une décision.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution figurant au paragraphe 7 du rapport de la Cinquième Commission (A/45/882/Add.1).

La Cinquième Commission a adopté ce projet de résolution sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 45/269).

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée a ainsi achevé l'examen du point 131 de son ordre du jour.

La séance est levée à 15 h 55.

